Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 31 (1994)
Heft: 1192

Artikel: École et austérité : les vrais enjeux
Autor: Martinet, Philippe
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1009666

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'INVITÉ DE DP

Ecole et austérité: les vrais enjeux

PHILIPPE MARTINET

Président de la Société pédagogique vaudoise, qui rassemble 3'100 enseignants généralistes ou spécialistes issus des Ecoles normales, travaillant de l'école enfantine à la 9e.

La crise des finances publiques peut-elle servir à autre chose qu'à réduire les prestations, déstabiliser les fonctionnaires et radicaliser les fronts sociaux ? Dans le secteur de l'enseignement, une réponse positive passerait par une approche enfin globale et qualitative. Cette démarche impliquerait qu'un certain pouvoir de décision soit dévolu par les autorités cantonales aux responsables des écoles, et qu'une remise en cause fondamentale ait lieu au sein du corps enseignant...Car l'essentiel se déroule immuablement derrière les portes des classes et des établissements.

Chaque franc du budget étant désormais débattu, la mauvaise image de marque des enseignants apparaît en plein jour: la population ne croit toujours pas qu'enseigner est un métier à plein temps, pénible et exposé, requérant des compétences techniques et humaines de haut niveau. D'ailleurs même *DP*, présentant sans aucun recul les thèses et les expériences américaines de Gaebler-Osborne (recueillies en des lieux sinistrés sans rapport avec la réalité romande), a montré à quel point les nécessaires mais subtiles rénovations de notre instruction publique sont méconnues.

Des contradictions flagrantes

Pourtant, un faisceau d'indices convergents devrait éviter aux édiles de passer à côté de l'essentiel: les offices d'orientation observent perplexes le discours ambigu du patronat, qui demande davantage de *savoir-être* chez les jeunes, mais n'engage que les plus diplômés d'entre eux (alors que, de leur côté, les recteurs des Hautes écoles dénoncent un système scolaire qui produit des étudiants gavés de connaissances mal digérées, ingurgitées sans être fondées ou chargées de sens pour l'écolier). Les chercheurs notent poliment que les pratiques pédagogiques ne correspondent pas aux objectifs des méthodologies (bonnes ou mauvaises !), particulièrement de celles qui postulent des pédagogies actives, en situations concrètes. Quant aux sociologues, ils relèvent le paradoxe de projets familiaux exacerbés (quand on n'a qu'un-deux enfants, ils «doivent» réussir), débouchant sur des attentes fortement individualistes, alors que la société paraît avoir plus que jamais besoin de valeurs collectives (solidarité, sentiment d'appartenance...) pour perdurer. Ceci pour ne rien dire d'un futur qui devrait voir se superposer chez l'enfant les capacités de s'adapter au changement, résister à la précarité, comprendre les nouvelles technologies, apprendre la lucidité (comme le dit Albert Jacquard) ou plus prosaïquement de communiquer...

Faut-il en déduire que l'opinion publique a raison de vilipender les enseignantEs ? Ce serait ignorer l'engagement formidable de nombreux maîtres qui gèrent avec enthousiasme des classes de plus en plus hétérogènes et des attentes contradictoires. Le poids de cet engagement se lit du reste dans la multiplication des temps partiels, qui ne sont pas dus seulement à la féminisation du corps enseignant. De plus, nombreux sont celles et ceux qui acceptent la remise en cause de leurs pratiques professionnelles: projets d'école dans les degrés primaires genevois, projet d'établissement en division terminale vaudoise, approches interdisciplinaires en division supérieure ou au gymnase, collèges responsabilisant les élèves grâce à des options jusqu'à la maturité, etc.

Le prix de cette pédagogie davantage centrée sur l'apprenant, qui fait exploser le groupe-classe et s'efforce d'allier l'instruction avec l'éducation est élevé: il faut le courage de vouloir construire une culture de coopération entre collègues, synonyme de confrontations (car «on n'enseigne que ce que l'on est»), mais aussi la volonté d'investir le temps nécessaire à la maîtrise des contenus de l'enseignement, et surtout de créer les moyens pour l'élève de se mettre en situation d'apprentissage. On est là à cent mille lieues de la liberté académique dont certains se drapent encore, forts d'un permis de conduire une classe délivré ad aeternum, souvent après une formation initiale minimale. Au-delà de tout corporatisme, la Société pédagogique romande a d'ailleurs bien compris que l'innovation demeure le plus important des ressorts, elle qui ne cesse de plancher et susciter le débat sur ses options pédagogiques, sur la professionnalisation ou la déontologie.

Des enjeux touchant à la cohésion sociale

Ce qui inquiète, c'est de constater à quel point ce type de réflexion reste confiné dans le sérail de l'école, alors que les enjeux des rénovations en cours ou en préparation sont tout simplement le maintien de la cohésion sociale et la prospérité du pays. Plus grave encore: on va au devant d'une paralysie due à des autorités sans objectif explicite ou guère soucieuses de se donner les moyens de les atteindre. D'un côté, l'Etat tend à faire assumer aux maîtres la croissance démographique (des milliers d'élèves supplémentaires scolarisés sans ouverture de classes), une immigration mal gérée, un tissu social distendu et des caisses vides. De l'autre, les associations professionnelles hésitent désormais à entraîner à n'importe quelles conditions l'ensemble des maîtres dans des réformes par essence déstabilisatrices.

La confiance entre partenaires s'étiole, et à trop brandir le slogan selon lequel on peut sans cesse faire *mieux avec moins*, les politiciens finissent par décourager les plus optimistes. ■